

**Art. 7.** Lorsque les avances payées dépassent l'enveloppe de subvention, la différence est recouvrée. La « Vlaams Agentschap Zorg en Gezondheid » communique par lettre le montant à rembourser ainsi que de la procédure à suivre à cet effet par le DMW.

Les réserves qui, au moment de la clôture de l'exercice, dépassent le montant de l'enveloppe de subvention pour cette année, sont remboursées à la Communauté flamande à concurrence du montant dépassant l'enveloppe de subvention annuelle, conformément à l'article 7 de l'annexe V à l'arrêté du 24 juillet 2009.

**Art. 8.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Bruxelles, le 7 février 2014.

Le ministre flamand du Bien-Etre, de la Santé publique et de la Famille,  
J. VANDEURZEN

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2014/27094]

#### 4 MARS 2014. — Arrêté ministériel relatif au plan de réduction de l'application des produits phytopharmaceutiques dans les espaces publics

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Vu le décret du 10 juillet 2013 instaurant un cadre pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables et le décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle en agriculture, l'article 3, § 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 relatif à une application des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau et l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 novembre 1987 relatif à l'établissement d'un rapport sur l'état de l'environnement wallon, l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 2°;

Vu le Règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement et du Conseil européen du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les Directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil et, notamment, son article 67;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 11 février 2014;

Vu l'avis 54.246/4 du Conseil d'Etat, donné le 4 novembre 2013, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le plan relatif à la réduction de l'application des produits phytopharmaceutiques dans les espaces publics, ci-après dénommé le plan, est rédigé par la personne de droit public chargée de l'entretien et de la protection des végétaux se trouvant dans les espaces publics ou pour le compte de laquelle ce type de services est effectué.

**Art. 2.** Le plan comprend une première partie consacrée aux engagements des gestionnaires d'espaces publics au sens de l'article 2, 4°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 relatif à une application des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau et l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 novembre 1987 relatif à l'établissement d'un rapport sur l'état de l'environnement wallon est effectué.

Les gestionnaires d'espaces publics s'engagent au minimum à :

1° envoyer, chaque année au plus tard le 31 janvier, le registre d'utilisation des produits phytopharmaceutiques prévu par l'article 67 du Règlement (CE) n°1107/2009 du Parlement et du Conseil européen du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les Directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil au moyen du formulaire repris à l'annexe I<sup>re</sup> du présent arrêté à l'adresse suivante : [registre.pesticides.dgarne@spw.wallonie.be](mailto:registre.pesticides.dgarne@spw.wallonie.be);

2° à respecter les bonnes pratiques phytosanitaires;

3° à respecter la législation relative à l'application, au stockage et à la manipulation des produits phytopharmaceutiques.

**Art. 3.** Le plan comprend une deuxième partie avec un inventaire des espaces publics, sur lesquels des produits phytopharmaceutiques sont appliqués ainsi que sur lesquels une technique de désherbage (chimique, thermique, mécanique ou manuelle) est appliquée. Cet inventaire comprend au minimum les informations reprises à l'annexe II du présent arrêté.

**Art. 4.** Le plan comprend également une troisième partie dans laquelle sont définis les objectifs progressifs à atteindre et les dates auxquelles ces objectifs seront atteints.

Ces objectifs consistent au minimum :

1° à un premier niveau :

a) en la réduction de 25 % de la surface des terrains revêtus non cultivables, non reliés à un réseau de collecte des eaux pluviales et ne bordant pas des eaux de surface, sur laquelle des produits phytopharmaceutiques sont appliqués par rapport à la surface traitée au cours de l'année précédant l'élaboration du plan;

b) en la définition des seuils de tolérance aux adventices pour les différents espaces publics qui sont repris dans l'inventaire;

2° à un deuxième niveau :

a) en la réduction de 50 % de la surface des terrains revêtus non cultivables non reliés à un réseau de collecte des eaux pluviales et ne bordant pas des eaux de surface sur laquelle des produits phytopharmaceutiques sont appliqués par rapport à la surface traitée au cours de l'année précédant l'élaboration du plan;

b) en la réduction de 50 % des traitements phytopharmaceutiques pour l'entretien des terrains de sport publics par rapport aux quantités appliquées au cours de l'année précédant l'élaboration du plan;

c) en la réduction de 50 % des surfaces sur lesquelles des produits phytopharmaceutiques sont appliqués en vue de la protection et de l'entretien des plantes ornementales annuelles ou vivaces non ligneuses par rapport à la surface traitée au cours de l'année précédant l'élaboration du plan;

d) en un classement des espaces publics suivant les moyens de traitement employés (toutes techniques confondues : chimique, thermique, mécanique, manuelle);

3° à un troisième niveau :

a) en la réduction de 75 % de la surface des terrains revêtus non cultivables non reliés à un réseau de collecte des eaux pluviales et ne bordant pas des eaux de surface sur laquelle des produits phytopharmaceutiques sont appliqués par rapport à la surface traitée au cours de l'année précédant l'élaboration du plan;

b) en la réduction de 75 % de tous les traitements phytopharmaceutiques pour l'entretien des terrains de sport publics par rapport aux quantités appliquées au cours de l'année précédant l'élaboration du plan;

c) en l'absence d'application de produits phytopharmaceutiques sur des plantes ornementales ligneuses;

d) en l'absence d'application de produits phytopharmaceutiques sur les plantes ornementales annuelles ou vivaces non ligneuses;

4° le dernier niveau consiste à atteindre la non-utilisation de produits phytopharmaceutiques (« zéro phyto ») sur l'ensemble des espaces publics pour le 31 mai 2019 au plus tard.

**Art. 5.** La personne de droit public chargée de l'entretien et de la protection des végétaux se trouvant dans les espaces publics ou pour le compte de laquelle ce type de services est effectué fixe les mesures à mettre en œuvre en vue d'atteindre les objectifs énoncés. Ces mesures ont trait notamment à la formation du personnel et à la conception et la réalisation des nouveaux aménagements de manière à en limiter l'entretien et à y proscrire toute application de produits phytopharmaceutiques.

**Art. 6.** La personne de droit public chargée de l'entretien et de la protection des végétaux se trouvant dans les espaces publics ou pour le compte de laquelle ce type de services est effectué tient à disposition de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie son plan et un état d'avancement régulier de la mise en œuvre des mesures visant à atteindre les objectifs prévus par ce plan.

Namur, le 4 mars 2014.

Ph. HENRY

### Annexe I – Registre d'utilisation des produits phytopharmaceutiques

Raison sociale :		Registre d'utilisation des produits phytopharmaceutiques selon l'article 67 du Règlement (CE) 1107/2009				Année :					
Responsable du service :		Nom :		Numéro de phytolice <sup>1</sup> :							
Tableau récapitulatif des traitements à base de produits phytopharmaceutiques											
Date et heure	Code identifiant du lieu	Localisation	Type de surface ou de plante à protéger	Numéro de phytolice <sup>2</sup> de l'applicateur	But du traitement <sup>2</sup> (organisme combattu)	Nom complet du produit	Numéro d'agrément	Mesures prises pour BPPS <sup>3</sup>	Surface traitée (*)	Dose appliquée (**)	Matériel utilisé

<sup>1</sup> Le numéro de phytolice sera obligatoire à partir du 25/11/2015

<sup>2</sup> Préciser l'organisme visé par le traitement : type de plante, type d'insecte, ....

<sup>3</sup> BPPS : bonnes pratiques phytosanitaires / Exemple : buses anti-dérives, déflecteurs, ...

(\*) : préciser l'unité (m<sup>2</sup>, ha ...)

(\*\*) : préciser l'unité (l/ha, g/m<sup>2</sup>, ...)

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel 4 mars 2014 relatif au plan de réduction de l'application des produits phytopharmaceutiques dans les espaces publics

Namur, le 4 mars 2014.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

**Annexe II –Fiche d’inventaire des espaces publics**

(Rem. préliminaire : il faut compléter une fiche par espace)

Nom du lieu : Responsable aménagement et entretien :

Références du lieu, localisation (idéalement coordonnées GPS) :

Adresse : Zone :

Superficie totale (m<sup>2</sup>) :

**1. Type d'espace**

Parc, jardin ou square	
Voiries/bord de route	
Accompagnement de bâtiments publics	
Accompagnement d'habitations	
Rond Point	
Berne centrale et îlot	
Plaine de jeu, jardin d'enfants	
Terrains de sport	
Cimetière	
Camping	
Espace naturel aménagé	
Berges	
Autre :	

Code classement actuel (le cas échéant)	
---	--

**2. Plantations**

Annuelles/vivaces (variété, espèce)	Conditionnement/structure*	Quantités**	Type d'entretien***	Période d'entretien	Fréquence d'entretien	Temps (h)

\* Parterre, suspension, bacs, ...

\*\* superficie, nombre de plantes, nombre de bacs/suspensions...

\*\*\* taille, arrosage, amendement, ramassage feuillage... (hors traitements chimiques)

Arbres/arbustes (variété, espèce)	Conditionnement/structure*	Quantités	Type d'entretien	Période d'entretien	Fréquence d'entretien	Temps (h)

\* Parterre, isolé, haie, alignement, ...

**3. Surfaces**

Composition/revêtement*	Surface (m <sup>2</sup> )	Type d'entretien**	Détail de l'entretien***	Matériel	Période d'entretien	Fréquence d'entretien	Temps d'entretien (h)

\* Composition/revêtement : Terre nue, gravier, dolomie, klinkers, pelouse, gazon, plante couvre-sol, prairie fleurie,...

\*\* Hors désherbage et lutte contre les ravageurs

\*\*\* Détail de l'entretien : La hauteur de coupe, l'exportation des déchets verts, différence d'hauteurs de coupe...

**4. Lutte chimique contre les indésirables (insectes, plantes,...)**

Type de ravageurs ou plantes	Lieu (arbres, massifs, chemin,...)	Catégorie de produit	Type de revêtement*	Surface traitée (m <sup>2</sup> ) ou nombre de plantes	Seuil de tolérance	Nom commercial du produit	Quantité de produit employé	Dose/litre	Période/fréquence	Durée du traitement**

\* Type de revêtement : Terre nue, gravier, dolomie, klinkers, pelouse, gazon, plante couvre-sol, prairie fleurie,...

\*\* Prendre en compte la préparation de la bouillie et le rinçage du pulvérisateur

**5. Lutte mécanique, thermique ou manuelle contre les indésirables (insectes, plantes,...)**

Type de ravageurs ou plantes	Lieu (arbres, massifs, chemin,...)	Type de revêtement	Technique	Surface traitée (m <sup>2</sup> ou nombre de plantes)	Seuil de tolérance	Quantité de gaz/eau/Carburant	Période/fréquence	Durée du traitement

**6. Mobilier urbain (facultatif)**

Type (jeux, poubelles, bancs,...)	Quantité	Entretien

**7. Fréquentation et usages**

Type de fréquentation	Nullle / Occasionnelle / Régulière / Permanente
Usage de l'espace (jeu, détente, passage, ...)	
Dégradation/vandalisme	
Présences d'activités permanentes ou ponctuelles	
Autres	

**8. Contraintes techniques**

(Accessibilité du lieu/des plantations/du matériel, problèmes divers)

Lieux/plantes/aménagements concernés	Description



### 9. Modifications d'entretien/aménagement

Plantes/aménagements concernés*	Propositions	Classes proposées

\* Suite aux modifications d'aménagement, des niveaux d'entretien différents peuvent se côtoyer sur un même espace. Dans ce cas, il est nécessaire de décomposer l'espace en zones (chaque zone correspondant à une classe d'entretien).

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 4 mars 2014 relatif au plan de réduction de l'application des produits phytopharmaceutiques dans les espaces publics.

Namur, le 4 mars 2014.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2014/27094]

**4. MÄRZ 2014 — Ministerialerlass über den Plan zur Verringerung des Einsatzes von Pflanzenschutzmitteln in öffentlichen Räumen**

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität,

Aufgrund des Dekrets vom 10. Juli 2013 über einen Rahmen für die nachhaltige Verwendung von Pestiziden und zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches, des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe und des Dekrets vom 12. Juli 2001 über die berufliche Ausbildung in der Landwirtschaft, Artikel 3, § 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013 über eine nachhaltige Verwendung von Pestiziden und zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, und des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 5. November 1987 über die Erstellung eines Berichts über den Zustand der wallonischen Umwelt, Artikel 3, § 1, 2°;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1107/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 über das Inverkehrbringen von Pflanzenschutzmitteln und zur Aufhebung der Richtlinien 79/117/EWG und 91/414/EWG des Rates, insbesondere ihres Artikels 67;

Aufgrund des am 11. Februar 2014 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 4. November 2013 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 54.246/4 des Staatsrats,

Beschließt:

**Artikel 1** - Der Plan zur Verringerung des Einsatzes von Pflanzenschutzmitteln in öffentlichen Räumen, nachstehend der Plan genannt, wird von der öffentlich-rechtlichen Person verfasst, die mit der Unterhaltung und dem Schutz der Pflanzen beauftragt ist, die sich in öffentlichen Räumen befinden, oder für deren Rechnung diese Art von Dienstleistungen erbracht wird.

**Art. 2** - Der Plan umfasst einen ersten Teil, der den Verpflichtungen der Verwalter öffentlicher Räume gewidmet ist, im Sinne von Artikel 2, 4° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013 über eine nachhaltige Verwendung von Pestiziden und zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, und des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 5. November 1987 über die Erstellung eines Berichts über den Zustand der wallonischen Umwelt.

Die Verwalter öffentlicher Räume verpflichten sich mindestens dazu,

1° jedes Jahr, spätestens zum 31. Januar, die Aufzeichnungen über die Benutzung von Pflanzenschutzmitteln im Sinne von Artikel 67 der Verordnung (EG) Nr. 1° des Europäischen Parlaments und des Rates vom 31. Oktober 67 über das Inverkehrbringen von Pflanzenschutzmitteln und zur Aufhebung der Richtlinien 79/117/EWG und 91/414/EWG des Rates anhand des in Anlage I vorliegenden Erlasses an folgende Anschrift zu senden: [registre.pesticides.dgame@spw.wallonie.be](mailto:registre.pesticides.dgame@spw.wallonie.be);

2° eine gute Pflanzenschutzpraxis zu beachten;

3° die Gesetzgebung über den Einsatz, die Lagerung und Handhabung von Pflanzenschutzmitteln zu beachten.

**Art. 3** - Der Plan umfasst einen zweiten Teil mit einem Verzeichnis der öffentlichen Räume, wo Pflanzenschutzmittel eingesetzt werden, sowie auf welche ein (chemisches, thermisches, mechanisches oder manuelles) Unkrautbekämpfungsverfahren angewandt wird. Dieses Verzeichnis enthält mindestens die in Anlage II vorliegenden Erlasses genannten Angaben.

**Art. 4** - Der Plan umfasst ebenfalls einen dritten Teil, in dem die zu erreichenden Etappenziele und die entsprechenden Fristen bestimmt sind.

Diese Ziele sind mindestens:

1° in einer ersten Stufe:

a) die Verringerung um 25% der Fläche der nicht kultivierbaren bedeckten Grundstücke, die nicht an ein Regenwassersammelnetz angeschlossen sind und die nicht an Oberflächenwasser entlang führen, wo Pflanzenschutzmittel eingesetzt werden, im Verhältnis zur Fläche, die im Laufe des Jahres vor der Ausarbeitung des Plans behandelt worden war;

b) die Festlegung der Toleranzschwellen gegenüber unerwünschten Kräutern für die verschiedenen im Verzeichnis genannten öffentlichen Räume;

2° in einer zweiten Stufe:

a) die Verringerung um 50% der Fläche der nicht kultivierbaren bedeckten Grundstücke, die nicht an ein Regenwassersammelnetz angeschlossen sind und die nicht an Oberflächenwasser entlang führen, wo Pflanzenschutzmittel eingesetzt werden, im Verhältnis zur Fläche, die im Laufe des Jahres vor der Ausarbeitung des Plans behandelt worden war;

b) die Verringerung um 50% der Behandlungen mit Pflanzenschutzmitteln für die Unterhaltung der öffentlichen Sportplätze im Verhältnis zu den Mengen, die im Laufe des Jahres vor der Ausarbeitung des Plans benutzt worden waren;

c) die Verringerung um 50% der Flächen, wo Pflanzenschutzmittel zum Schutz und zur Unterhaltung der nicht holzigen einjährigen Zierpflanzen oder Stauden eingesetzt werden, im Verhältnis zur Fläche, die im Laufe des Jahres vor der Ausarbeitung des Plans behandelt worden war;

d) eine Einstufung der öffentlichen Räume nach den benutzten Behandlungsverfahren (für sämtliche Verfahren: chemisch, thermisch, mechanisch, manuell);

3° in einer dritten Stufe:

a) die Verringerung um 75% der Fläche der nicht kultivierbaren bedeckten Grundstücke, die nicht an ein Regenwassersammelnetz angeschlossen sind und die nicht an Oberflächenwasser entlang führen, wo Pflanzenschutzmittel eingesetzt werden, im Verhältnis zur Fläche, die im Laufe des Jahres vor der Ausarbeitung des Plans behandelt worden war;

b) die Verringerung um 75% aller Behandlungen mit Pflanzenschutzmitteln für die Unterhaltung der öffentlichen Sportplätze im Verhältnis zu den Mengen, die im Laufe des Jahres vor der Ausarbeitung des Plans benutzt worden waren;

c) der Verzicht auf den Einsatz von Pflanzenschutzmitteln auf holzigen Zierpflanzen;

d) der Verzicht auf den Einsatz von Pflanzenschutzmitteln auf nicht holzigen einjährigen Zierpflanzen oder Stauden;

4° die letzte Stufe besteht in dem Verzicht auf die Verwendung von Pflanzenschutzmitteln ("Null Pflanzenschutzmittel") in allen öffentlichen Räumen spätestens zum 31. Mai 2019.

**Art. 5** - Die öffentlich-rechtliche Person, die mit der Unterhaltung und dem Schutz der Pflanzen beauftragt ist, die sich in öffentlichen Räumen befinden, oder für deren Rechnung diese Art von Dienstleistungen erbracht wird, legt die zu ergreifenden Maßnahmen fest, um die genannten Ziele zu erreichen. Diese Maßnahmen betreffen insbesondere die Ausbildung des Personals, sowie die Planung und das Anlegen neuer Einrichtungen, so dass deren Unterhaltung beschränkt und auf den Einsatz von Pflanzenschutzmitteln vollständig verzichtet werden kann.

**Art. 6** - Die öffentlich-rechtliche Person, die mit der Unterhaltung und dem Schutz der Pflanzen beauftragt ist, die sich in öffentlichen Räumen befinden, oder für deren Rechnung diese Art von Dienstleistungen erbracht wird, hält ihren Plan sowie einen Kalender mit dem regelmäßigen Fortschritt der Umsetzung der Maßnahmen, um die im Plan vorgesehenen Ziele zu erreichen, zur Verfügung der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.

Namur, den 4. März 2014

Ph. HENRY

**Anlage I - Aufzeichnungen über die Benutzung von Pflanzenschutzmitteln**

Firmenname:		Aufzeichnungen über die Benutzung von Pflanzenschutzmitteln nach Artikel 67 der Verordnung (EG) 1107/2009		Jahr:
Dienstleiter:		Name:		Phytolizenz-Nummer <sup>1</sup> :

Übersicht der Behandlungen mit Pflanzenschutzmitteln

Datum und Uhrzeit	Code zur Identifizierung des Ortes	Lokalisierung	Art der zu schützenden Fläche bzw. Pflanze	Phytolizenz-Nummer <sup>1</sup> des Anwenders	Zweck der Behandlung <sup>2</sup> (bekämpfter Organismus)	Vollständige Bezeichnung <sup>2</sup> des Produkts	Zulassungsnummer	GPSP-Maßnahmen	Behandelte Oberfläche (*)	Angewandte Dosis (**)	Benutzte Ausrüstung

<sup>1</sup> Die Phytolizenz-Nummer wird ab dem 25/11/2015 zwingend vorgeschrieben

<sup>2</sup> Den durch die Behandlung betroffenen Organismus angeben: Art der Pflanze, des Insekts, ...

<sup>3</sup> GPSP: gute Pflanzenschutzpraxis / Beispiel: abdriftmindernde Düsen, Deflektoren, ...

(\*) : die Einheit (m<sup>2</sup>, ha ...) angeben

(\*\*) : die Einheit (l/ha, g/m<sup>2</sup> ...) angeben

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 4. März 2014 über den Plan zur Verringerung des Einsatzes von Pflanzenschutzmitteln in öffentlichen Räumen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 4. März 2014.

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität,

Ph. HENRY

## Anlage II - Datenblatt zur Erstellung des Verzeichnisses der öffentlichen Räume

(Voranmerkung: es gilt, ein Datenblatt je öffentlichen Raum auszufüllen)

Name des Ortes:

Für die Einrichtung und die Unterhaltung verantwortliche Person:

Bezugsdaten des Ortes, Lokalisierung (wenn möglich anhand der GPS-Koordinaten):

Anschrift:

Bereich:

Gesamtfläche (m<sup>2</sup>):

### 1. Art des Raums

Park, Garten oder Grünplatz	
Straße / Straßenrand	
Umgebung von öffentlichen Gebäuden	
Umgebung von Wohngebäuden	
Kreisverkehr	
Mittelstreifen, Insel	
Spielplatz, Kindergarten	
Sportplatz	
Friedhof	
Campingplatz	
Eingerichteter Naturraum	
Ufer	
Sonstige:	

Derzeitiger Einstufungscode (falls vorhanden)	
---	--

**2. Anpflanzungen**

Einjährige Pflanzen / Stauden (Sorte, Art)	Aufmachung / Struktur*	Mengen**	Art der Unterhaltung***	Periode für die Unterhaltung	Häufigkeit der Unterhaltung	Zeit (h)

\* Parterren, Pflanzenampeln, Behälter, ...

\*\* Fläche, Anzahl Pflanzen, Anzahl Behälter/Pflanzenampeln...

\*\*\* Schnitt, Bewässerung, Bedüngung, Sammlung der Blätter... (chemische Behandlungen ausgenommen)

Bäume / Sträucher (Sorte, Art)	Aufmachung / Struktur*	Mengen	Art der Unterhaltung	Periode für die Unterhaltung	Häufigkeit der Unterhaltung	Zeit (h)

\* Parterre, allein stehend, Hecke, Reihe ...

### 3. Flächen

Zusammensetzung / Bodenbedeckung*	Oberfläche (m <sup>2</sup> )	Art der Unterhaltung**	Detail der Unterhaltung***	Ausrüstung	Periode für die Unterhaltung	Häufigkeit der Unterhaltung	Zeit für die Unterhaltung (h)

\* Zusammensetzung / Bodenbedeckung: nackter Boden, Kies, Dolomit, Betonpflastersteine, Liegewiese, Rasen, flächendeckende Pflanzen, Blumenwiese, ...

\*\* Ausgenommen Unkrautbekämpfung und Schädlingsbekämpfung

\*\*\* Detail der Unterhaltung: Schmitzhöhe, Ausfuhr des Grünabfalls, Unterschiede in der Schmitzhöhe, ...

### 4. Chemische Schädlingsbekämpfung (Insekten, Pflanzen ...)

Art der Schädlinge / Pflanzen	Ort (Bäume, Massive, Weg ...)	Kategorie des Produktes	Art der Bodenbedeckung*	Behandelte Oberfläche (m <sup>2</sup> ) oder Anzahl Pflanzen	Toleranzschwelle	Handelsbezeichnung des Produkts	Benutzte Menge des Produkts	Dosis / Liter	Periode / Häufigkeit	Behandlungsdauer**

\* Art der Bodenbedeckung: nackter Boden, Kies, Dolomit, Betonpflastersteine, Liegewiese, Rasen, flächendeckende Pflanzen, Blumenwiese, ...

\*\* Einschließlich der Dauer für die Vorbereitung der Brühe und die Spülung des Sprühgeräts

**5. Mechanische, thermische oder manuelle Schädlingsbekämpfung (Insekten, Pflanzen ...)**

Art der Schädlinge / Pflanzen	Ort (Bäume, Massive, Weg ...)	Art der Bodenbedeckung	Verfahren	Behandelte Oberfläche (m <sup>2</sup> ) oder Anzahl Pflanzen	Toleranzschwelle	Menge Gas / Wasser / Brennstoff	Periode / Häufigkeit	Behandlungsdauer

**6. Städtisches Mobiliar (ggf.)**

Art (Spielesüstungen, Müllimer, Bänke, ...)	Menge	Unterhaltung



### 7. Benutzung

Benutzungshäufigkeit	Null / Gelegentlich / Regelmäßig / Ständig
Art der Benutzung des öffentlichen Raums (Spiel, Entspannung, Durchgang, ...)	
Beschädigungen / Vandalismus	
Vorhandensein von ständigen oder punktuellen Aktivitäten	
Sonstiges	

### 8. Technische Auflagen

(Zugänglichkeit des Ortes / der Anpflanzungen / der Ausrüstungen, unterschiedliche Probleme)

Betroffene Orte / Pflanzen / Einrichtungen	Beschreibung

### 9. Änderungen betreffend die Unterhaltung / Einrichtung

Betroffene Pflanzen / Einrichtungen *	Vorschläge	Vorgeschlagene Klassen

\* Anschließend an Änderungen an der Einrichtung können sich innerhalb einer bestimmten Fläche unterschiedliche Unterhaltungsstufen befinden. In diesem Fall muss der Raum in Bereiche unterteilt werden (wobei jeder Bereich einer Unterhaltungsklasse entspricht).

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 4. März 2014 über den Plan zur Verringerung des Einsatzes von Pflanzenschutzmitteln in öffentlichen Räumen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 4. März 2014.

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität,

Ph. HENRY

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2014/27094]

**4 MAART 2014. — Ministerieel besluit betreffende het plan tot beperking van de toepassing van de gewasbeschermingsmiddelen in de openbare ruimten**

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Gelet op het decreet van 10 juli 2013 tot vaststelling van een kader ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van pesticiden en tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek, Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen en het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw, artikel 3, § 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013 betreffende een pesticidengebruik dat verenigbaar is met de duurzame ontwikkeling en tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt en het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 november 1987 betreffende het opmaken van een verslag over de toestand van het Waalse leefmilieu, artikel 3, § 1, 2°;

Gelet op verordening (EG) nr. 1107/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 betreffende het op de markt brengen van gewasbeschermingsmiddelen en tot intrekking van de Richtlijnen 79/117/EEG en 91/414/EEG van de Raad en, inzonderheid, zijn artikel 67;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge raad van de steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 11 februari 2014;

Gelet op het advies 54.246/4 van de Raad van State, gegeven op 4 november 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

**Artikel 1.** Het plan met betrekking tot de beperking van de toepassing van de gewasbeschermingsmiddelen in de openbare ruimten, hierna "het plan" genoemd, wordt opgesteld door de publiekrechtelijke persoon belast met het onderhoud en de bescherming van planten die zich in de openbare ruimten bevinden of voor rekening waarvan dergelijke diensten worden uitgevoerd.

**Art. 2.** Het plan bevat een eerste deel dat gewijd wordt aan de verbintenissen van de beheerders van openbare ruimten in de zin van artikel 2, 4° van het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013 betreffende een pesticidengebruik dat verenigbaar is met de duurzame ontwikkeling en tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt en het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 november 1987 betreffende het opmaken van een verslag over de toestand van het Waalse leefmilieu.

De beheerders van openbare ruimten verbinden er zich tenminste toe :

1° jaarlijks, uiterlijk 31 januari, het register over het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen bedoeld in artikel 67 van Verordening (EG) nr. 1107/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 betreffende het op de markt brengen van gewasbeschermingsmiddelen en tot intrekking van de Richtlijnen 79/117/EEG en 91/414/EEG van de Raad, d.m.v. het formulier opgenomen in bijlage I bij dit besluit naar het volgende adres te sturen : [registre.pesticides.dgarne@spw.wallonie.be](mailto:registre.pesticides.dgarne@spw.wallonie.be);

2° de goede gewasbeschermingspraktijken na te leven;

3° de wetgeving betreffende het gebruik, de opslag en de hantering van gewasbeschermingsmiddelen na te leven.

**Art. 3.** Het plan bevat een tweede deel met een inventaris van de openbare ruimten waarop gewasbeschermingsmiddelen worden gebruikt alsook waarop de technieken voor onkruidbestrijding (chemisch, thermisch, mechanisch of manueel) worden gebruikt. Deze inventaris bevat minstens de informatie opgenomen in bijlage II bij dit besluit.

**Art. 4.** Het plan bevat ook een derde deel waarin de te bereiken graduele doelstellingen worden omschreven alsook de data waarop deze doelstellingen zullen worden bereikt.

Deze doelstellingen bestaan minstens uit :

1° op een eerste niveau :

a) de vermindering met 25 % van de oppervlakte van onverbouwde terreinen met bedekking die niet verbonden zijn met een regenwaterverzamelingsleiding en niet grenzen aan een oppervlaktewater waarop gewasbeschermingsmiddelen worden gebruikt t.o.v. de grondoppervlakte die tijdens het jaar dat voorafgaat aan de uitwerking van het plan wordt behandeld;

b) de omschrijving van de tolerantiedrempels tegen adventitia voor de verschillende openbare ruimten opgenomen in de inventaris;

2° op een tweede niveau :

a) de vermindering met 50 % van de oppervlakte van onverbouwbare terreinen met bedekking die niet verbonden zijn met een regenwaterverzamelleiding en niet grenzen aan een oppervlaktewater waarop gewasbeschermingsmiddelen worden gebruikt t.o.v. de grondoppervlakte die tijdens het jaar dat voorafgaat aan de uitwerking van het plan wordt behandeld;

b) de vermindering met 50 % van de gewasbeschermingsbehandelingen voor het onderhoud van de openbare sportterreinen t.o.v. de hoeveelheden die tijdens het jaar dat voorafgaat aan de uitwerking van het plan worden gebruikt;

c) de vermindering met 50 % van de oppervlakte waarop gewasbeschermingsmiddelen worden gebruikt met het oog op de bescherming en het onderhoud van eenjarige of doorlevende niet-houtige sierplanten t.o.v. de grondoppervlakte die tijdens het jaar dat voorafgaat aan de uitwerking van het plan wordt behandeld;

d) een rangschikking van de openbare ruimten volgens de gebruikte behandelingsmiddelen (ongeacht de technieken : chemisch, thermisch, mechanisch of manueel);

3° op een derde niveau :

a) de vermindering met 75 % van de oppervlakte van onverbouwbare terreinen met bedekking die niet verbonden zijn met een regenwaterverzamelleiding en niet grenzen aan een oppervlaktewater waarop gewasbeschermingsmiddelen worden gebruikt t.o.v. de grondoppervlakte die tijdens het jaar dat voorafgaat aan de uitwerking van het plan wordt behandeld;

b) de vermindering met 75 % van al de gewasbeschermingsbehandelingen voor het onderhoud van de openbare sportterreinen t.o.v. de hoeveelheden die tijdens het jaar dat voorafgaat aan de uitwerking van het plan worden gebruikt;

c) het niet gebruiken van gewasbeschermingsmiddelen op houtige sierplanten;

d) het niet gebruiken van gewasbeschermingsmiddelen op eenjarige of doorlevende niet-houtige sierplanten;

4° het laatste niveau bestaat uit het streven naar het niet aanwenden van gewasbeschermingsmiddelen ("zero fyto") op het geheel van de openbare ruimten voor uiterlijk 31 mei 2019.

**Art. 5.** De publiekrechtelijke persoon belast met het onderhoud en de bescherming van planten die zich in de openbare ruimten bevinden of voor rekening waarvan dergelijke diensten worden uitgevoerd, bepaalt de maatregelen die ten uitvoer gebracht dienen te worden om de vermelde doelstellingen te bereiken. Deze maatregelen hebben namelijk betrekking op de opleiding van het personeel en op het ontwerp en de uitvoering van de nieuwe inrichtingen om het onderhoud ervan te beperken en om er elk gebruik van gewasbeschermingsmiddelen te verbieden.

**Art. 6.** De publiekrechtelijke persoon belast met het onderhoud en de bescherming van planten die zich in de openbare ruimten bevinden of voor rekening waarvan dergelijke diensten worden uitgevoerd, houdt haar plan en een regelmatige stand van vordering van de uitvoering van de maatregelen om de doelstellingen van dit plan te bereiken, ter beschikking van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst.

Namen, 4 maart 2014.

Ph. HENRY

### Bijlage I - Register over het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen

Register over het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen volgens artikel 67 van Verordening (EG) 1107/2009										Jaar:	
Handelsnaam:											
Verantwoordelijke van de dienst:					Naam:					Nummer van de fytollicentie <sup>1</sup> :	
Overzichtstabel van de behandelingen met gewasbeschermingsmiddelen											
Datum en uur	Code die verwijst naar de plaats	Lokalisatie	Te beschermen oppervlakte of plant	Nummer van de fytollicentie <sup>1</sup> van de gebruiker	Doel van de behandeling <sup>2</sup> (bestreden organisme)	Volledige naam van het product	Erkeningsnummer	Maatregelen genomen voor GGBP <sup>3</sup>	Behandelde oppervlakte (*)	Gebruikte dosis (**)	Gebruikt materieel

<sup>1</sup> Het nummer van de phytollicentie is vanaf 25/11/2015 verplicht het organisme bedoeld bij deze behandeling bepalen: plantensoort, insectensoort, ....

<sup>3</sup> GGBP: goede gewasbeschermingspraktijken / Bijvoorbeeld: spuitdoppen die verwaaiing tegengaan, deflectoren, ...

(\*) : de eenheid bepalen (m<sup>2</sup>, ha ...)

(\*\*) : de eenheid bepalen(l/ha, g/m<sup>2</sup>, ...)

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 4 maart 2014 betreffende het plan tot beperking van de toepassing van de gewasbeschermingsmiddelen in de openbare ruimten.

Namen, 4 maart 2014.

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

**Bijlage II – Inventariserende fiche van de openbare ruimten**

(Inleidende opm.: één fiche per ruimte invullen)

Plaatsnaam:

Verantwoordelijke inrichting en onderhoud:

Kenmerken van de plaats, lokalisatie (idealer GPS gegevens):

Adres: Gebied:

Totale oppervlakte (m<sup>2</sup>):

**1. Soort ruimte**

Park, tuin of square	
Wegen/wegrand	
Omgeving van openbare gebouwen	
Omgeving woningen	
Rotonde	
Middenberm en eilandje	
Speelplein, kleuterschool	
Sportterreinen	
Begraafplaats	
Kampeerterein	
Ingericht natuurgebied	
Oevers	
Overige:	

Code huidige rangschikking (in voorkomend geval)	
--	--

## 2. Aanplantingen

Eenjarige/doorlevende planten (variëteit, soort)	Verpakking/structuur*	Hoeveelheden**	Soort onderhoud***	Onderhoudsperiode:	Onderhoudsfrequentie	Tijd (u)

\* Perk, hangende planten, bakken,...

\*\* oppervlakte, aantal planten, aantal bakken/hangende planten...

\*\*\* snoeien, sproeien, meststof, het bijeenbrengen van de bladeren... (behalve chemische behandelingen)

Bomen/struiken (variëteit, soort)	Verpakking/structuur*	Hoeveelheden	Soort onderhoud	Onderhoudsperiode:	Onderhoudsfrequentie	Tijd (u)

\* Perk, afgezonderd, haag, bomenrij,....

**3. Oppervlakten**

Samenstelling/bedekking	Oppervlakte (m <sup>2</sup> )	Soort onderhoud**	Detail van het onderhoud***	Materieel	Onderhoudsperiode:	Onderhoudsfrequentie	Onderhoudstijd (u)

\*Samenstelling/bedekking: Naakte grond, grind, dolomiet, klinkers, grasperk, grasland, plant die de bodem bedekt, weiland met bloemen, ...

\*\* Behalve onkruidbestrijding en gewasbeheer

\*\*\*Detail van het onderhoud: Snoeihoogte, de uitvoer van groene afval, verschil in snoeihoogten ...

**4. Chemische bestrijding van de ongewenste insecten, planten, ...**

Soort schadelijke insecten of planten	Plaats (bomen, bomengroepen, weg...)	Productcategorie	Soort bedekking	Behandelde oppervlakte (m <sup>2</sup> ) of aantal planten	Tolerantiedrempel	Handelsnaam van het product	Hoeveelheid gebruikt product	Dosis/liter	Periode: frequentie	Duur van de behandeling**

\* Soort bedekking: Naakte grond, grind, dolomiet, klinkers, grasperk, grasland, plant die de bodem bedekt, weiland met bloemen, ...

\*\* Rekening houden met de voorbereiding van de pap en de spoeling van de sproeier



**5. Mechanische, thermische of manuele bestrijding van de ongewenste insecten, planten,...**

Soort schade insecten of planten	Plaats (bomen, bomengroepen, weg...)	Soort bedekking	Techniek	Behandelde oppervlakte (m <sup>2</sup> ) of aantal planten	Tolerantiedrempel	Hoeveelheid gas/water/ Brandstof	Periode/ frequentie	Duur van de behandeling

**6. Straatmeubilair (facultatief)**

Soort ( spellen, vuilnisbakken, banken	Hoeveelheid	Onderhoud

**7. Frequentatie en gebruik**

Soort frequentatie	Nihil/ Toevallig/ Regelmatig / Permanent
Gebruik van de ruimte (spel, ontspanning, voorbijgaan,...)	
Beschadiging/vandalisme	
Permanente of punctuele activiteiten	
Andere	

**8. Technische verplichtingen**

(Toegankelijkheid van de plaats/de beplantingen/het materieel, allerlei problemen)

Plaats/planten/betrokken aanpassingen	Omschrijving

9. Wijzigingen inzake het onderhoud/de inrichting Planten/betrokken inrichtingen	Voorstellen	Voorgestelde klassen

\* Ten gevolge van de wijzigingen inzake de inrichting kunnen verschillende onderhoudsniveaus in aanraking komen op eenzelfde ruimte. In dit geval is het noodzakelijk om de ruimte in gebieden te onderverdelen (elk gebied stemt overeen met een onderhoudsklasse).

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 4 maart 2014 betreffende het plan tot beperking van de toepassing van de gewasbeschermingsmiddelen in de openbare ruimten.

Namen, 4 maart 2014.

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY